

DÉLIBÉRATION

L'an deux mille dix-huit, le 12 mars, à 14h30,
le Conseil syndical du syndicat mixte ouvert Val de Loire Numérique, dûment convoqué, s'est réuni
en session ordinaire,
dans la salle Kléber Loustau du Conseil Départemental de Loir-et-Cher, à Blois,
sous la présidence de Monsieur Bernard PILLEFER.

Date de convocation : 2 mars 2018

Présents : (29)

Collège Région : Claude GREFF, Pierre COMMANDEUR

Collège Département de Loir-et-Cher : Catherine LHERITIER, Jean-Marie JANSSENS, Bernard PILLEFER,

Collège Département d'Indre-et-Loire : Jocelyne COCHIN, Sylvie GINER,

Collège EPCI 41 : François BORDE, Philippe MERCIER, Jean-François MEZILLE, Didier TARQUIS, Michel BEAUMONT, Laurent ALLANIC, Christophe LECLERCQ, Michel GUIMONET, Raphaël HOUGNON, Hubert AZEMARD, Bernard GIRAULT,

Collège EPCI 37 : Jean-Pierre GASCHET, Claude BORDIER, Philippe BEHAEGEL, Jean-Marie VANNIER, Marc HAMON, Pierre DOURTHE, Magali L'HERMITE, Jean-Marie CARLES, Thierry BRUNET, Alain DELHOUME, Jocelyn GARCONNET

Absents : (25)

Collège Région : Sabrina HAMADI, Pascal USSEGLIO,

Collège Département de Loir-et-Cher : Nicolas PERRUCHOT, Pascal BIOULAC,

Collège Département d'Indre-et-Loire : Isabelle RAIMOND-PAVERO, Martine CHAIGNEAU, Pierre LOUAULT,

Collège EPCI 41 : Stéphane BAUDU, Jean GASIGLIA, Bernard BONHOMME, Michel BIGUIER, André BOISSONNET, Roland BINGLER, Joël DEBUIGNE, Nathalie MATHIEU, Éric MARTELLIERE,

Collège EPCI 37 : Jean Claude OMONT, Marc ANGENAULT, Alain BENARD, Olivier VIÉMONT, Michel CHEVET, Christian PIMBERT, Jean-Serge HURTEVENT, Patrick MICHAUD, Isabelle GAUDRON

Personnes ayant donné pouvoir : (12)

Nicolas PERRUCHOT à Bernard PILLEFER,
Pascal BIOULAC à Jean-Marie JANSSENS,
Pierre LOUAULT à Jean-Pierre GASCHET,
Stéphane BAUDU à Catherine LHERITIER,
Jean GASIGLIA à François BORDE,
Bernard BONHOMME à Philippe MERCIER,

André BOISSONNET à Jean-François MEZILLE,
Joël DEBUIGNE à Laurent ALLANIC,
Jean-Claude OMONT à Jocelyne COCHIN,
Christian PIMBERT à Thierry BRUNET,
Jean-Serge HURTEVENT à Sylvie GINER,
Éric MARTELLIERE à BERNARD GIRAULT

Pour : 41 (73 voix)

Contre : 0 (0 voix)

Abstentions : 0 (0 voix)

Délibération 8. Création de postes de catégorie B

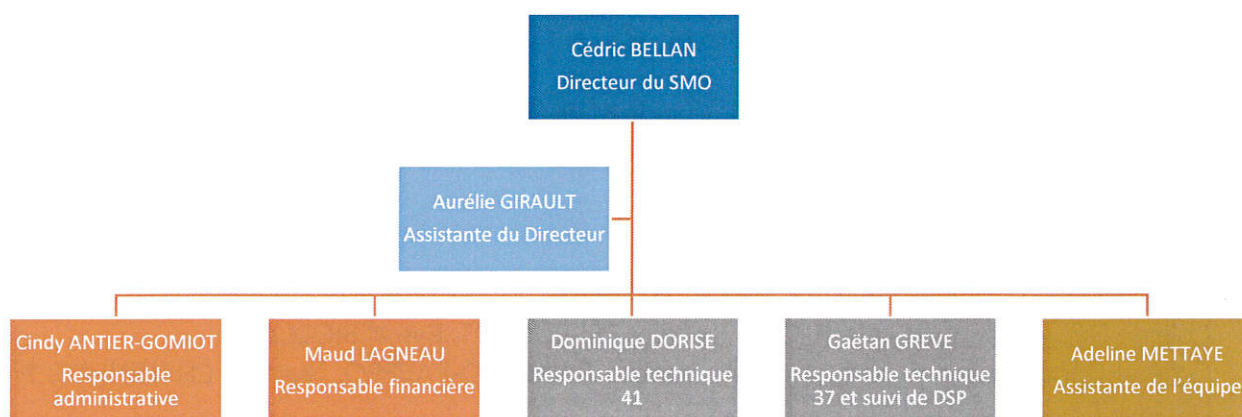
Le syndicat mixte ouvert Val de Loire Numérique est né du rapprochement des départements du Loir-et-Cher et de l'Indre-et-Loire en octobre 2017. Le Réseau d'Initiative Publique (RIP) bi-départemental comptera à terme plus de 300 000 prises en fibre optique (FttH : Fiber to the Home). Ce projet entre en phase opérationnelle.

Le SMO a attribué une Délégation de Service Public à un opérateur chargé d'effectuer la conception, la construction, l'exploitation et la commercialisation du RIP.

Il est proposé de créer deux postes de chargés d'affaires Très Haut Débit, sous l'autorité du Responsable Technique, afin de contrôler et coordonner l'exécution des travaux effectués par le délégataire et ses prestataires. Ils seraient ainsi garants de la bonne exécution des déploiements et le respect des délais conformément aux dispositions contractuelles, sur le territoire de chaque département.

Situation actuelle

Le SMO est actuellement constitué de 7 équivalents temps plein :



Description des missions

Missions de gestion de projet

1. Être un facilitateur de la réalisation du projet.
2. Être un référent technique pour les membres du SMO - élus et services des territoires - les habitants et les entreprises.

Missions techniques

1. Participer au suivi du déploiement et de l'exploitation du réseau FTTH.
2. Fournir des éléments nécessaires à la gestion contractuelle de la DSP.

LE CONSEIL SYNDICAL

Vu l'arrêté préfectoral n°41-2017-10-13-001 du 13 octobre 2017 portant extension du périmètre et modification des statuts du syndicat mixte ouvert « Loir-et-Cher Numérique » et le nommant « Val de Loire Numérique »,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 3 et 34,

Vu le budget du SMO Loir-et-Cher Numérique,

Considérant qu'il convient de créer deux emplois de techniciens territoriaux afin d'assurer les missions de chargés d'affaires, l'un sur le territoire du Loir-et-Cher, l'autre sur le territoire de l'Indre-et-Loire,

Considérant que le quorum est atteint,

DÉCIDE

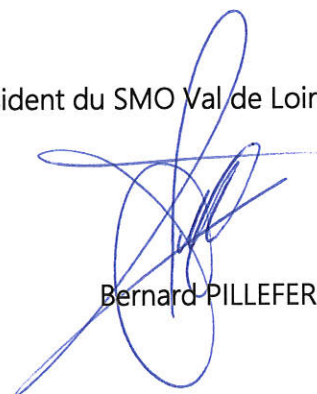
Article 1 – Deux emplois budgétaires permanents à temps complets de techniciens territoriaux sont créés au sein du Syndicat Mixte Ouvert à compter du 1^{er} juillet 2018.

Ces emplois permanents pourront éventuellement être pourvus par des agents non titulaires en vertu de contrats à durées déterminées en application des dispositions de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1983, qui seront rémunérés par référence à la grille indiciaire afférente au cadre d'emploi des techniciens et devront justifier d'un niveau d'étude au minimum Bac et d'une expérience professionnelle dans des fonctions similaires.

Article 2 – Les crédits qui seront prévus à cet effet seront inscrits au budget, chapitre 012, articles 6331, 6332, 6336, 64111, 64112, 64113, 64118, 64131, 6451, 6453, 6454, 6455, 6474, 6475, 6478 et 6488.

Article 3 – Monsieur le Président est autorisé à procéder aux déclarations de création et de vacance de poste et à signer tous documents relatifs à la procédure de recrutement, et notamment les contrats et/ou arrêtés de recrutement.

Le Président du SMO Val de Loire Numérique,



Bernard PILLEFER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de son affichage.

